

De la dépendance à la diversification : Stratégies économiques face aux fluctuations des prix du pétrole

Tebra Mokaddem¹, Mustapha Elagag², Kenza Makhloufi³

¹ m.tebra@univ-mascara.dz

² mustapha.elagag@univ-temouchent.edu.dz

³ kenza.makhloufi@univ-mascara.dz

Received: 20/03/2025

Revised: 19/09/2025

Published: 01/10/2025

Abstract:

This paper examines the transition of oil-producing economies from dependence to economic diversification through a theoretical and empirical comparative approach, with a particular focus on Algeria. Drawing on the theories of natural resource dependence, the renter state, and productive diversification, the study analyzes how oil rents shape economic structures and long-term development trajectories. Methodologically, the paper adopts a comparative quantitative approach based on key diversification indicators, including the contribution of non-oil sectors to GDP, export structure, and vulnerability to oil price shocks.

The results indicate that countries which have successfully diversified, such as Norway and the United Arab Emirates, have effectively transformed oil rents into engines of sustainable growth through coherent public policies and strong institutions. In the Algerian case, the findings reveal a gradual but tangible process of internal productive diversification, reflected in the growing contribution of non-hydrocarbon sectors to GDP. However, the persistently low share of non-oil exports highlights continued external vulnerability. The study concludes that Algeria is undergoing a structural transition toward diversification, which requires further targeted reforms to strengthen export capacity and ensure long-term economic resilience.

Keywords: oil dependence, economic diversification, rent, hydrocarbons, Algeria.

All articles in this issue are licensed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0).

Corresponding author: Tebra Mokaddem, **e-mail:** m.tebra@univ-mascara.dz

Introduction

La scène économique internationale est marquée par une instabilité croissante qui révèle la fragilité des modèles fondés sur une seule source de revenus, en particulier ceux qui reposent largement sur les recettes pétrolières. À chaque fluctuation des prix du brut, les vulnérabilités structurelles apparaissent au grand jour, exposant les limites d'une dépendance prolongée à la rente, dans un contexte où les marchés se transforment rapidement sous l'effet des tensions géopolitiques et des exigences liées à la transition énergétique mondiale. Dans ce climat d'incertitude, une réévaluation profonde des fondements économiques devient impérative non pas pour s'adapter passivement aux circonstances, mais pour refonder le projet de développement sur des bases plus diversifiées, résilientes et autonomes. Il ne s'agit plus de gérer une crise ponctuelle, mais bien de redéfinir les choix stratégiques à long terme, en libérant la croissance des aléas d'un revenu volatile et imprévisible. Le passage vers une économie productive, fondée sur la connaissance, la technologie et la durabilité, s'impose désormais comme une nécessité stratégique. Certains pays ont su anticiper les chocs en réorientant leurs politiques vers l'innovation et l'industrialisation intelligente, bâtissant ainsi des structures économiques capables de résister aux turbulences du marché. D'autres, en revanche, prisonniers d'un modèle rentier prolongé, se heurtent aujourd'hui aux limites de leur dépendance structurelle. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude :

Analyser les pistes de transformation économique possibles dans un contexte de volatilité pétrolière, à travers une lecture critique des expériences internationales et une réflexion approfondie sur la réalité des économies dépendantes des ressources naturelles. L'objectif n'est pas seulement de décrire une problématique, mais d'enrichir le débat stratégique autour des alternatives de développement viables, afin de rompre avec les schémas traditionnels et ouvrir la voie à une croissance plus équilibrée et durable.

Problématique

Les économies fondées principalement sur les revenus pétroliers se retrouvent souvent exposées à une instabilité structurelle dictée par des dynamiques internationales imprévisibles.

Cette dépendance excessive ne reflète pas seulement une étroitesse de la base productive, mais révèle surtout une vulnérabilité chronique face aux fluctuations des marchés énergétiques, aux tensions géopolitiques et aux exigences de la transition écologique. Dans un tel contexte, il devient légitime de s'interroger sur la capacité des modèles économiques rentiers à garantir un développement stable, équilibré et résilient. D'où découle la problématique centrale suivante :

Dans quelle mesure la volatilité des prix du pétrole affecte-t-elle la stabilité des économies rentières, et quelles stratégies pourraient permettre une transition réussie vers un modèle économique diversifié et durable ?

Trois questions secondaires permettront d'éclairer cette problématique sous différents angles :

- Quelle est la nature du lien entre dépendance pétrolière et fragilité économique ?
- Quelles leçons peut-on tirer des pays producteurs ayant entrepris des démarches de diversification efficaces ?
- Quels leviers internes doivent être activés pour garantir une véritable transformation structurelle dans les pays rentiers ?

Hypothèses

Cette étude repose sur les hypothèses suivantes :

- Plus une économie dépend des recettes pétrolières, plus elle est exposée aux chocs externes et à l'instabilité.
- Les expériences de diversification les plus réussies s'appuient sur des réformes structurelles profondes et un investissement stratégique dans les secteurs productifs.
- La transition vers un modèle économique diversifié exige une volonté politique forte, une planification cohérente à long terme, et une mobilisation optimale des ressources issues de la rente.

L'importance de l'étude

Dans un contexte mondial en constante mutation, cette étude revêt une importance particulière du fait qu'elle s'attaque à l'un des enjeux les plus cruciaux pour les économies rentières :

Celui de sortir de la dépendance à une ressource unique et volatile, pour construire un modèle économique plus robuste, équilibré et pérenne.

L'intérêt de cette recherche réside dans sa capacité à dépasser la simple description des vulnérabilités conjoncturelles, en s'attachant à explorer des solutions concrètes et adaptées, inspirées d'expériences internationales variées, tout en adoptant une lecture critique des réalités locales. Elle aspire ainsi à nourrir la réflexion stratégique autour d'un renouveau économique fondé sur la diversification, l'innovation et une gouvernance plus éclairée des ressources naturelles.

Les objectifs de l'étude

Cette étude ne se limite pas à constater les faiblesses structurelles liées à la dépendance pétrolière. Elle ambitionne de contribuer à une meilleure compréhension des mécanismes de transition économique, et d'identifier des voies stratégiques réalistes permettant de bâtir un développement plus autonome et résilient. À cette fin, elle poursuit les objectifs suivants :

Analyser l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur la structure économique des pays rentiers, et évaluer leur degré d'exposition aux chocs extérieurs.

- ✓ Identifier les principales caractéristiques des expériences internationales réussies en matière de diversification, et dégager les facteurs clés de leur efficacité.
- ✓ Proposer des approches stratégiques et des recommandations pratiques, susceptibles d'être adaptées aux spécificités des contextes nationaux, en vue de renforcer la résilience et l'autonomie économique.

Méthodologie

Cette étude s'appuie sur une approche analytique de nature descriptive et comparative, visant à appréhender l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les économies de rente, tout en explorant les alternatives stratégiques susceptibles de favoriser une diversification économique durable. Ce choix méthodologique se justifie par sa capacité à décomposer les phénomènes complexes et à expliquer les relations de causalité entre la structure rentière de l'économie et sa vulnérabilité face aux chocs exogènes du marché mondial.

La dimension comparative a été mobilisée pour analyser des expériences internationales ayant réussi une reconversion économique après une forte dépendance aux ressources naturelles.

Revue des études antérieures

1. Études fondatrices sur la malédiction des ressources

Les premières analyses empiriques consacrées à la relation entre abondance des ressources naturelles et performance économique remontent aux travaux de Sachs et Warner (1995, 2001). À partir d'un large échantillon de pays sur la période 1970–1990, ces auteurs montrent que les économies fortement dépendantes des exportations de ressources primaires enregistrent, en moyenne, des taux de croissance plus faibles que les économies diversifiées. Selon Sachs et Warner (2001), cette contre-performance s'explique par plusieurs mécanismes : l'appréciation du taux de change réel (effet Dutch disease), la faiblesse des incitations à l'investissement productif et la dégradation de la qualité institutionnelle. Ces résultats ont profondément influencé la littérature ultérieure et ont posé les bases empiriques de la thèse de la dépendance pétrolière.

Toutefois, ces travaux ont été critiqués pour leur approche agrégée et leur incapacité à expliquer pourquoi certains pays riches en ressources, tels que la Norvège, ont échappé à cette malédiction (Brunnschweiler & Bulte, 2008).
(Sachs & Warner, 1995, 2001 ; Brunnschweiler & Bulte, 2008)

2. Approches institutionnelles et rôle de la gouvernance

À partir des années 2000, la littérature évolue vers une lecture plus institutionnelle de la dépendance aux hydrocarbures. Mehlum, Moene et Torvik (2006) montrent que l'impact des ressources naturelles sur la croissance dépend largement de la qualité des institutions. Dans les pays dotés d'institutions inclusives, la rente peut être transformée en moteur de développement, tandis que dans les pays à institutions extractives, elle tend à renforcer la dépendance et la volatilité.

Ces résultats sont confirmés par Robinson, Torvik et Verdier (2014), qui soulignent que la gestion politique de la rente pétrolière détermine la capacité d'un pays à investir dans la diversification productive. La rente devient alors soit un instrument de transformation structurelle, soit un facteur de blocage économique.

Cette approche est particulièrement pertinente pour l'analyse comparative des pays producteurs de pétrole, car elle permet d'expliquer les trajectoires divergentes observées entre pays disposant de dotations naturelles similaires.

(Mehlum et al., 2006 ; Robinson et al., 2014)

3. Études empiriques sur la diversification économique

Imbs et Wacziarg (2003), dans une étude largement citée, montrent que la diversification sectorielle augmente avec le niveau de revenu jusqu'à un certain seuil, avant de diminuer à des niveaux de développement plus élevés. Ce résultat suggère que la diversification est une phase naturelle et nécessaire du processus de développement économique.

Hausmann, Rodrik et Velasco (2005), puis Hausmann et al. (2007), introduisent une approche plus qualitative fondée sur la structure des exportations et la complexité économique. Ils démontrent que les pays dont les exportations sont plus diversifiées et plus complexes enregistrent une croissance plus soutenue et plus résiliente face aux chocs externes.

Ces travaux ont donné lieu à de nombreuses applications empiriques, notamment dans les économies riches en ressources naturelles, où la diversification est considérée comme une condition essentielle de la soutenabilité de la croissance.

(Imbs & Wacziarg, 2003 ; Hausmann et al., 2007)

4. Expériences internationales de diversification dans les pays pétroliers

Plusieurs études récentes se sont concentrées sur les expériences réussies de diversification dans les pays producteurs de pétrole. Gylfason (2011) souligne le cas norvégien, où la gestion prudente de la rente pétrolière et l'investissement dans le capital humain ont permis de maintenir une structure productive diversifiée malgré l'importance du secteur pétrolier. Dans le cas des Émirats arabes unis, Hvidt (2013) montre que la diversification repose sur une stratégie volontariste de développement des services, de la logistique et du tourisme, soutenue par des investissements massifs en infrastructures. Les résultats empiriques indiquent une baisse progressive de la contribution directe du pétrole au PIB, parallèlement à une augmentation des exportations non pétrolières.

En revanche, certaines études sur les pays de l'OPEP mettent en évidence des trajectoires plus contrastées, marquées par une diversification limitée et une forte sensibilité aux cycles pétroliers (IMF, 2018).

(Gylfason, 2011 ; Hvidt, 2013 ; IMF, 2018)

5. Études spécifiques sur l'Algérie

La littérature consacrée à l'Algérie met en évidence une dépendance historique aux hydrocarbures, tant au niveau des recettes budgétaires que des exportations. Aïssaoui (2016) souligne que cette dépendance a longtemps freiné le développement des secteurs manufacturiers et agricoles, malgré des politiques publiques répétées en faveur de la diversification. Toutefois, des études plus récentes indiquent une évolution progressive de la structure économique algérienne. Selon le Fonds monétaire international (2023), la part des secteurs non hydrocarbures dans le PIB algérien dépasse désormais 65 %, traduisant un certain dynamisme des activités hors pétrole. D'autres travaux mettent en avant la croissance des exportations non pétrolières et l'émergence de nouvelles filières industrielles (World Bank, 2023). Ces résultats suggèrent que l'Algérie se situe dans une phase intermédiaire de diversification, caractérisée par des progrès réels mais encore insuffisants pour réduire significativement la vulnérabilité aux chocs pétroliers.

(Aïssaoui, 2016 ; IMF, 2023 ; World Bank, 2023)

6. Synthèse critique des études antérieures

L'examen des études antérieures met en évidence trois enseignements majeurs. Premièrement, la dépendance aux hydrocarbures constitue un risque macroéconomique réel, mais non inévitable. Deuxièmement, la réussite des stratégies de diversification dépend largement de la qualité des institutions et de la cohérence des politiques publiques. Troisièmement, les expériences internationales montrent que la diversification est un processus graduel, nécessitant du temps, des investissements soutenus et une vision stratégique de long terme.

Ces enseignements fournissent un cadre analytique pertinent pour analyser le cas algérien, en mettant l'accent sur les progrès réalisés, les contraintes persistantes et les marges de manœuvre disponibles pour accélérer la transition vers une économie plus diversifiée.

Cadre théorique

1. La dépendance aux ressources naturelles : fondements théoriques

La dépendance aux ressources naturelles, en particulier aux hydrocarbures, constitue l'un des débats centraux de l'économie du

développement depuis plusieurs décennies. Cette dépendance se caractérise par une forte concentration des recettes publiques, des exportations et de la croissance économique autour d'un nombre limité de ressources primaires, exposant ainsi l'économie nationale à une volatilité externe significative (Auty, 1993).

La littérature économique souligne que les pays riches en ressources naturelles tendent paradoxalement à enregistrer des performances économiques inférieures à celles des pays pauvres en ressources, un phénomène largement connu sous le nom de “malédiction des ressources naturelles” (resource curse) (Sachs & Warner, 2001). Selon ces auteurs, la rente issue des ressources extractives peut engendrer une mauvaise allocation des facteurs de production, une faiblesse de l'investissement productif et un ralentissement de la diversification structurelle.

Dans ce cadre, la dépendance aux hydrocarbures ne se limite pas à une question sectorielle, mais devient un problème structurel affectant la trajectoire de développement à long terme. Elle influence les choix de politique économique, la structure des incitations et la capacité d'innovation des économies concernées.

(Sachs & Warner, 2001 ; Auty, 1993)

2. La théorie de l'État rentier (Rentier State Theory)

L'une des approches théoriques majeures expliquant la persistance de la dépendance aux hydrocarbures est la théorie de l'État rentier. Développée initialement par Mahdavy (1970) puis approfondie par Beblawi et Luciani (1987), cette théorie postule que les États dont une part significative des revenus provient de rentes externes telles que les hydrocarbures tendent à développer des structures économiques et institutionnelles spécifiques.

Dans un État rentier, les recettes publiques ne résultent pas principalement de la taxation de l'activité productive interne, mais de la captation de rentes issues de l'exportation des ressources naturelles. Cette configuration réduit la pression fiscale sur les agents économiques et affaiblit le lien entre l'État et la société, ce qui peut limiter la demande sociale en faveur de la diversification productive et de la compétitivité économique (Beblawi, 1987).

Toutefois, la littérature contemporaine nuance cette approche en soulignant que l'État rentier n'est pas une fatalité. Certains pays riches en hydrocarbures ont su transformer la rente en levier de développement et de diversification, à condition de disposer d'institutions solides et de stratégies économiques cohérentes (Luciani, 2012).

(Mahdavy, 1970 ; Beblawi, 1987 ; Luciani, 2012)

3. La volatilité des prix du pétrole et l'instabilité macroéconomique

Un autre fondement théorique central justifiant la diversification économique réside dans la volatilité intrinsèque des prix des hydrocarbures. Les chocs pétroliers successifs (1973, 1986, 2008, 2014, 2020) ont démontré que les économies fortement dépendantes du pétrole sont particulièrement vulnérables aux fluctuations des marchés internationaux.

La littérature macroéconomique montre que cette volatilité se transmet aux finances publiques, à la balance des paiements et à la croissance économique, rendant la planification budgétaire et l'investissement à long terme particulièrement difficiles (IMF, 2012). Les cycles d'expansion et de contraction liés aux prix du pétrole peuvent également accentuer les déséquilibres structurels et retarder les réformes économiques nécessaires.

Dans ce contexte, la diversification apparaît non seulement comme un objectif de développement, mais comme un mécanisme de stabilisation macroéconomique, visant à réduire la corrélation entre la croissance économique nationale et les chocs externes liés aux hydrocarbures. (IMF, 2012 ; Van der Ploeg, 2011)

4. Les théories de la diversification économique

La diversification économique renvoie à l'élargissement de la base productive et exportatrice d'un pays, tant sur le plan sectoriel que technologique. Selon Imbs et Wacziarg (2003), le processus de diversification suit généralement une trajectoire en cloche : les économies à faible revenu tendent à se diversifier à mesure qu'elles se développent, avant de se spécialiser à des niveaux de revenu plus élevés.

Hausmann, Hwang et Rodrik (2007) introduisent quant à eux le concept de "complexité économique", soulignant que la diversification vers des produits à plus forte valeur ajoutée repose sur l'accumulation de capacités productives, de compétences et de savoir-faire. Dans cette perspective, la diversification ne

se réduit pas à la multiplication des secteurs, mais implique une transformation qualitative de la structure productive.

Pour les pays dépendants des hydrocarbures, la diversification constitue donc un processus complexe nécessitant des investissements soutenus dans le capital humain, les infrastructures, l'innovation et les institutions économiques. (Imbs & Wacziarg, 2003 ; Hausmann et al., 2007)

5. Diversification et rôle des politiques publiques

La littérature met fortement l'accent sur le rôle des politiques publiques dans la réussite des stratégies de diversification. Contrairement à l'approche néoclassique traditionnelle, qui privilégie une intervention minimale de l'État, les expériences internationales montrent que les pays ayant réussi leur diversification ont mis en œuvre des politiques industrielles actives, ciblées et évolutives (Rodrik, 2004).

La Norvège constitue un exemple emblématique, où la gestion prudente de la rente pétrolière à travers le fonds souverain a permis de soutenir l'investissement productif et de préserver la compétitivité des secteurs non pétroliers. De même, les Émirats arabes unis ont adopté une stratégie proactive de diversification fondée sur les services, la logistique et l'industrie, réduisant progressivement la part du pétrole dans leur PIB.

Ces expériences suggèrent que la diversification repose moins sur l'abondance des ressources que sur la qualité de la gouvernance économique et la cohérence des stratégies à long terme.

(Rodrik, 2004 ; World Bank, 2020)

6. Implications théoriques pour le cas algérien

Dans le cas de l'Algérie, la dépendance historique aux hydrocarbures s'inscrit pleinement dans les cadres théoriques précédemment exposés. Toutefois, la littérature récente souligne une inflexion progressive de la stratégie économique nationale, marquée par une volonté de diversification des exportations et de développement des secteurs non pétroliers.

L'approche algérienne peut être analysée à la lumière des théories de la diversification productive, en mettant l'accent sur le rôle de l'État, la mobilisation de la rente comme levier d'investissement et la réduction progressive de la vulnérabilité aux chocs pétroliers. Cette perspective permet de

dépasser une lecture déterministe de la dépendance aux ressources et d'envisager la diversification comme un processus dynamique et graduel, plutôt que comme une rupture brutale.

(IMF, 2023 ; World Bank, 2023)

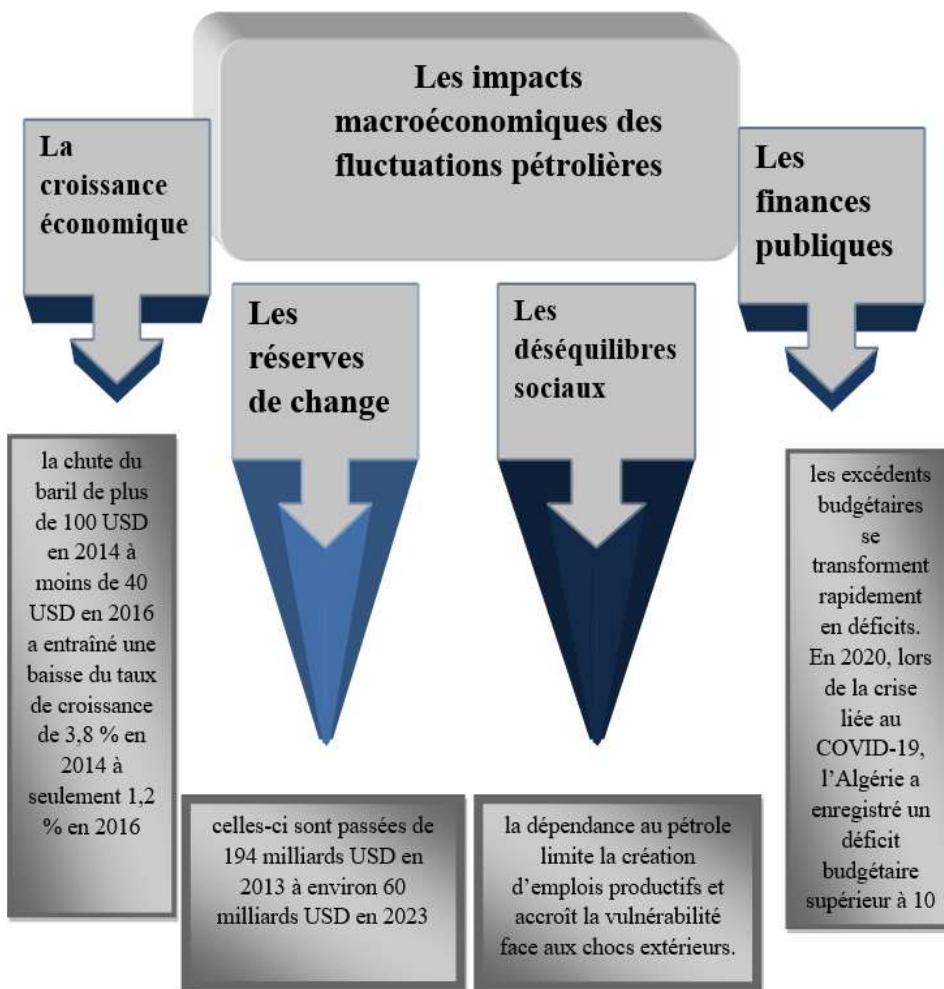
Ce cadre théorique met en évidence que la dépendance aux hydrocarbures n'est ni une fatalité ni une trajectoire irréversible. Les théories économiques soulignent au contraire que la diversification constitue une réponse rationnelle aux risques macroéconomiques, à condition d'être soutenue par des politiques publiques cohérentes, des institutions solides et une vision stratégique de long terme.

La dépendance structurelle aux hydrocarbures

Les fluctuations des prix du pétrole constituent l'un des phénomènes économiques les plus déterminants pour les pays fortement dépendants des hydrocarbures, en particulier les États du Golfe et l'Algérie. La volatilité des marchés pétroliers, soumise aux dynamiques géopolitiques, aux cycles de l'offre et de la demande, ainsi qu'aux transitions énergétiques mondiales, engendre des répercussions profondes sur la croissance, la stabilité budgétaire et la durabilité du modèle économique de ces pays. Alors que certains États du Golfe, disposant de vastes réserves financières, parviennent à amortir les chocs, l'Algérie, malgré ses ressources considérables, a longtemps souffert d'une vulnérabilité structurelle liée à sa dépendance aux revenus pétroliers. Toutefois, des efforts considérables ont été déployés pour diversifier l'économie et renforcer la résilience face aux crises énergétiques mondiales.

Dans les économies rentières, les recettes pétrolières représentent une part prépondérante des budgets publics et des exportations. En Algérie, les hydrocarbures comptaient encore pour près de 93 % des exportations en 2022 et environ 40 % des recettes budgétaires (Banque d'Algérie, 2023). Dans les pays du Golfe, cette dépendance est encore plus prononcée : en Arabie saoudite, par exemple, le pétrole représente environ 70 % des recettes publiques et 75 % des exportations (OPEC, 2023). Cette situation crée une vulnérabilité systémique : toute chute des prix du pétrole entraîne des déficits budgétaires, une contraction de l'investissement public et des tensions sociales liées à la redistribution des rentes.

1.Les impacts macroéconomiques des fluctuations pétrolières



Source : Les auteurs sur la base des statistiques de la Banque

2.Les stratégies de diversification : cas de l'Algérie et du Golfe

Face à cette vulnérabilité, les États producteurs d'hydrocarbures ont mis en place des stratégies de diversification.

Dans le Golfe, des plans ambitieux comme la Vision 2030 de l'Arabie saoudite ou la Vision nationale 2030 du Qatar visent à développer des secteurs

alternatifs (tourisme, finance, énergies renouvelables, industries manufacturières).

En Algérie, les réformes économiques ont ciblé plusieurs axes :

Les stratégies de diversification : cas de l'Algérie



1. Dynamique des exportations hors hydrocarbures

Selon les données du Centre National de l'Informatique et des Statistiques (CNIS, 2023), la valeur des exportations hors hydrocarbures algériennes a dépassé 7 milliards USD en 2022, soit une augmentation de plus de 30 % par rapport à 2021. Les produits dominants restent les engrains azotés (urée), les produits chimiques, ainsi que certains produits agricoles (dattes, légumes secs).

À titre comparatif, les exportations hors hydrocarbures représentaient moins de 2 % du total il y a une décennie, contre près de 13 % en 2022. Bien que l'évolution soit encourageante, elle demeure insuffisante face à l'ampleur des besoins.

2. Les contraintes structurelles

- ✓ Faible diversification sectorielle : forte concentration des exportations sur les produits semi-transformés.

- ✓ Insuffisances logistiques : coûts élevés du transport maritime, manque d'infrastructures portuaires modernes.
- ✓ Environnement des affaires : lourdeurs administratives, cadre réglementaire encore instable.

3. Contexte géopolitique mondial

3.1. La double crise COVID-19 et effondrement des prix pétroliers

La pandémie de COVID-19 a exacerbé les défis structurels de l'économie algérienne, en s'ajoutant à un effondrement brutal des prix du pétrole. En 2020, avec un prix du baril tombant autour de 30 USD, les recettes fiscales ont chuté de 21,2 %, le déficit budgétaire est passé à 16,3 % du PIB, tandis que le déficit commercial atteignait 18,2 % du PIB et le déficit courant culminait à 18,8 % (Banque mondiale). Cette contraction a entraîné une récession de l'ordre de -3 % du PIB (Banque mondiale), suivie en exerçant une baisse de -5,5 % selon le FMI (Banque mondiale). Malgré une croissance positive de +2,3 % au premier trimestre 2021 et une amélioration des réserves extérieures (\approx 46 milliards USD, soit 11,8 mois d'importations) (eLibrary IMF), l'économie algérienne est restée sous tension, notamment au plan inflationniste.

Les mesures sanitaires strictes ont provoqué une contraction sensible de la consommation et de l'investissement public (-9,7 %) ainsi que privée (-1,6 %) (Banque mondiale). Sur le plan sociopolitique, l'impact a été violent : les dépenses de l'État ont été réduites de 30 %, les forums internationaux reportés, et l'activité de Naftal (distribution de produits pétroliers) a chuté de 50 %, tandis que la flambée des prix des denrées alimentaires a marqué le quotidien des ménages (Wikipédia). Ces mesures ont révélé la fragilité des fondements économiques et souligné l'impératif d'un modèle plus résistant aux chocs.

3.2. Le conflit Russie-Ukraine :

La guerre en Ukraine a déclenché une poussée sans précédent des prix mondiaux : le Brent a atteint jusqu'à 139 USD/baril, tandis que le gaz naturel bondissait de 300 % (Reuters). Les tensions géopolitiques ont ainsi transformé l'énergie en vecteur inflationniste : hausse des coûts alimentaires, chute du pouvoir d'achat, et activisme des banques centrales. Pour les exportateurs du Golfe, ces dynamiques ont temporairement dopé les revenus ; pour l'Algérie,

cela a constitué un bouffon d'oxygène venant atténuer l'impact antérieur de la COVID, mais sans garantir une trajectoire stable.

3.3. Instabilité régionale :

L'insécurité régionale s'est accentuée : les conflits israélo-iraniens ont provoqué des pics de prix (+12 %) en menaçant particulièrement les infrastructures clés comme le détroit d'Hormuz (Financial Times, Barron's). Par ailleurs, le blocage ou le piratage maritime en mer Rouge a perturbé les échanges commerciaux, alors que le secteur touristique et les flux logistiques du Canal de Suez ont été frappés de plein fouet (Financial Times). Ces éléments de géopolitique instable fragilisent toute économie encore dépendante du pétrole comme l'Algérie et mettent en lumière l'urgence de sécuriser des mécanismes de résilience structurelle.

Tableau 1 : Indicateurs de diversification économique dans certains pays producteurs de pétrole

| Pays | Part du pétrole dans le PIB (%) | Part des exportations hors hydrocarbures (%) | Contribution des secteurs non pétroliers au PIB (%) | Niveau de diversification |
|---------------------|---------------------------------|--|---|---------------------------|
| Norvège | 20 | 70 | 80 | Élevé |
| Émirats arabes unis | 30 | 60 | 70 | Élevé |
| Arabie saoudite | 40 | 45 | 60 | Moyen |
| Algérie | 30 | 10-15 | 65-70 | En progression |

Sources : IMF, World Bank, UNCTAD

1. Analyse des résultats comparatifs

Les modèles avancés de diversification : Norvège et Émirats arabes unis

Les résultats montrent clairement que la Norvège et les Émirats arabes unis ont réussi à réduire significativement leur dépendance économique directe aux hydrocarbures. En Norvège, bien que le secteur pétrolier demeure stratégique, sa contribution directe au PIB est limitée à environ 20 %, tandis que les exportations hors hydrocarbures représentent plus de 70 % des exportations totales.

Cette performance confirme les enseignements théoriques selon lesquels une gestion prudente de la rente, combinée à des institutions solides, permet de transformer les ressources naturelles en levier de diversification durable (Gylfason, 2011 ; Rodrik, 2004).

De manière similaire, les Émirats arabes unis illustrent un modèle de diversification fondé sur les services, la logistique et l'industrie, réduisant progressivement la centralité du pétrole dans l'économie nationale (Hvidt, 2013).

Cas intermédiaire : Arabie saoudite

L'Arabie saoudite présente des résultats intermédiaires. Malgré une dépendance encore marquée aux hydrocarbures, les données montrent une augmentation progressive de la contribution des secteurs non pétroliers, notamment dans le cadre de la stratégie « Vision 2030 ».

Toutefois, la part relativement élevée du pétrole dans le PIB et les exportations indique que la diversification demeure incomplète, ce qui confirme les conclusions de la littérature selon lesquelles les réformes structurelles nécessitent du temps et une cohérence politique soutenue (IMF, 2018).

Analyse du cas algérien

Les résultats relatifs à l'Algérie révèlent une évolution significative mais graduelle du processus de diversification économique. La contribution des secteurs non hydrocarbures au PIB dépasse désormais 65 %, traduisant une certaine dynamique des activités productives hors pétrole.

Cependant, la faiblesse persistante des exportations hors hydrocarbures, estimées entre 10 % et 15 % des exportations totales, souligne une dépendance encore forte vis-à-vis des recettes pétrolières en devises. Cette configuration

correspond à une situation de diversification interne partielle, où la production nationale se diversifie plus rapidement que la structure des exportations. Ces résultats confirment les analyses théoriques selon lesquelles la diversification productive précède souvent la diversification exportatrice, en particulier dans les économies historiquement dépendantes des hydrocarbures (Hausmann et al., 2007).

Discussion des résultats à la lumière du cadre théorique

Les résultats empiriques corroborent largement les enseignements du cadre théorique. Premièrement, la dépendance aux hydrocarbures accroît la vulnérabilité macroéconomique, comme le montre la sensibilité persistante des pays étudiés aux chocs pétroliers.

Deuxièmement, les expériences réussies de diversification confirment que la rente pétrolière peut être transformée en moteur de développement lorsque les politiques publiques sont cohérentes et orientées vers le long terme.

Dans le cas de l'Algérie, les résultats suggèrent que le pays ne se situe ni dans une situation de dépendance statique ni dans un modèle de diversification achevée, mais plutôt dans une phase de transition structurelle. Cette trajectoire intermédiaire est conforme aux modèles théoriques de diversification graduelle et met en évidence le rôle central de l'État dans l'orientation du processus de transformation économique.

Limites des résultats

Il convient de souligner que cette analyse repose sur des indicateurs agrégés et comparatifs, ce qui limite l'évaluation fine des dynamiques sectorielles internes. Néanmoins, cette approche reste pertinente pour appréhender les grandes tendances structurelles et pour situer le cas algérien dans une perspective internationale.

Conclusion

Cette étude s'est attachée à analyser la transition « de la dépendance à la diversification » dans les économies productrices de pétrole, en mobilisant une approche théorique et empirique comparative, avec une attention particulière portée au cas algérien. Les résultats mettent en évidence que la dépendance aux hydrocarbures, longtemps perçue comme une contrainte structurelle quasi irréversible, constitue en réalité un défi économique dont l'issue dépend

essentiellement des choix de politiques publiques, de la qualité institutionnelle et de la capacité à transformer la rente en investissements productifs.

L'analyse comparative des expériences internationales montre que les pays ayant réussi leur diversification, à l'image de la Norvège et des Émirats arabes unis, ont su dépasser une logique rentière étroite en adoptant des stratégies de long terme, fondées sur la stabilité macroéconomique, l'investissement dans le capital humain et le développement de secteurs à forte valeur ajoutée. À l'inverse, les trajectoires plus hésitantes observées dans certains pays producteurs confirment que la diversification ne résulte ni de l'abondance des ressources ni d'une conjoncture favorable, mais d'une vision stratégique cohérente et soutenue dans le temps.

Dans ce contexte, le cas algérien apparaît comme une trajectoire intermédiaire marquée par des évolutions structurelles réelles. Les résultats quantitatifs montrent une augmentation significative de la contribution des secteurs non hydrocarbures au PIB, traduisant une diversification productive interne en cours. Toutefois, la persistance d'une faible part des exportations hors hydrocarbures souligne que la vulnérabilité externe demeure un enjeu central. Cette dissociation entre diversification de la production et diversification des exportations met en lumière la nécessité d'approfondir les réformes structurelles afin de renforcer l'intégration des secteurs non pétroliers dans les chaînes de valeur internationales.

Sur le plan théorique, cette étude contribue à nuancer les approches déterministes de la « malédiction des ressources ». Les résultats confirment que la dépendance pétrolière n'est pas une fatalité, mais un état transitoire pouvant être dépassé par des politiques économiques adaptées. En ce sens, l'expérience algérienne illustre une dynamique graduelle de transformation économique, conforme aux modèles de diversification progressive mis en évidence dans la littérature, et remet en question l'idée selon laquelle les économies rentières seraient condamnées à une spécialisation durable.

En définitive, cette recherche met en évidence que la réussite de la diversification économique repose moins sur la réduction immédiate du poids des hydrocarbures que sur la capacité à bâtir un tissu productif compétitif, innovant et orienté vers l'exportation. Pour l'Algérie, l'enjeu ne consiste pas

uniquement à sortir de la dépendance pétrolière, mais à inscrire cette transition dans une trajectoire de développement soutenable, capable d'assurer la résilience économique face aux chocs externes et de renforcer durablement la souveraineté économique nationale.

Recommandations

- ❖ **Renforcer la diversification économique** : Il est impératif pour l'Algérie et pour l'ensemble des pays dépendants du pétrole de développer des secteurs alternatifs, tels que l'agriculture durable, les industries manufacturières et l'économie numérique, afin de réduire la vulnérabilité aux chocs externes.
- ❖ **Investir massivement dans les énergies renouvelables** : Le solaire et l'éolien représentent pour l'Algérie un potentiel considérable. Leur développement permettra non seulement de garantir une sécurité énergétique durable, mais aussi de promouvoir les exportations d'électricité verte.
- ❖ **Accroître le soutien à l'agriculture saharienne** : L'Algérie dispose d'un immense atout agricole dans le sud du pays. La mobilisation des ressources hydriques, appuyée par les technologies modernes d'irrigation et de dessalement, doit être intégrée dans une stratégie nationale de sécurité alimentaire.
- ❖ **Mettre en place des mécanismes de résilience** : Les États doivent constituer des fonds de stabilisation budgétaire et améliorer la gestion des réserves financières afin de faire face aux périodes de baisse des prix du pétrole.
- ❖ **Promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat** : Il est essentiel d'encourager les start-ups et les incubateurs, en particulier dans les secteurs technologiques et environnementaux, pour créer de la valeur ajoutée et favoriser l'intégration des jeunes dans le tissu économique.
- ❖ **Développer la coopération régionale et internationale** : Les crises mondiales ont montré la nécessité d'une interdépendance constructive. L'Algérie gagnerait à renforcer ses partenariats économiques, notamment en Afrique et avec l'Union européenne, pour diversifier ses débouchés et attirer davantage d'investissements directs étrangers.

- ❖ **Améliorer la gouvernance économique** : La transparence, la rationalisation des dépenses publiques et la lutte contre la bureaucratie sont des conditions indispensables pour instaurer un climat de confiance et stimuler l'investissement privé.

Références

- Algérie: World Bank Algeria Overview (part des HC 2019-2023) ; Algeria Economic Update 2025 (prix/volumes HC en 2023-2024)
- Auty, R. M. (1993). Sustaining development in mineral economies: The resource curse thesis. London: Routledge.
- Aïssaoui, A. (2016). Algeria's energy policy: From hydrocarbons to renewable energy? Oxford Institute for Energy Studies.
- Beblawi, H. (1987). The rentier state in the Arab world. *Arab Studies Quarterly*, 9(4), 383–398.
- Brunnschweiler, C. N., & Bulte, E. H. (2008). The resource curse revisited and revised: A tale of paradoxes and red herrings. *Journal of Environmental Economics and Management*, 55(3), 248–264.
<https://doi.org/10.1016/j.jeem.2007.08.004>
- Gylfason, T. (2011). Natural resource endowment: A mixed blessing? CESifo Working Paper No. 3353.
- Hausmann, R., Hwang, J., & Rodrik, D. (2007). What you export matters. *Journal of Economic Growth*, 12(1), 1–25.
<https://doi.org/10.1007/s10887-006-9009-4>
- Hausmann, R., Rodrik, D., & Velasco, A. (2005). Growth diagnostics. Harvard University, John F. Kennedy School of Government.
- Hvidt, M. (2013). Economic diversification in GCC countries: Past record and future trends. London School of Economics – Kuwait Programme.
- Imbs, J., & Wacziarg, R. (2003). Stages of diversification. *American Economic Review*, 93(1), 63–86.
<https://doi.org/10.1257/000282803321455160>
- International Monetary Fund (IMF). (2012). Macroeconomic policy frameworks for resource-rich developing countries. Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). (2018). Economic diversification in oil-exporting Arab countries. Washington, DC.

- International Monetary Fund (IMF). (2023). Algeria: 2023 Article IV Consultation—Staff Report. Washington, DC.
- Luciani, G. (2012). Oil and political economy in the international relations of the Middle East. *The Oxford Handbook of the Political Economy of the Middle East*. Oxford University Press.
- Mahdavy, H. (1970). The patterns and problems of economic development in rentier states: The case of Iran. In M. A. Cook (Ed.), *Studies in the economic history of the Middle East* (pp. 428–467). Oxford University Press.
- Mehlum, H., Moene, K., & Torvik, R. (2006). Institutions and the resource curse. *The Economic Journal*, 116(508), 1–20.
<https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2006.01045.x>
- Robinson, J. A., Torvik, R., & Verdier, T. (2014). Political foundations of the resource curse. *Journal of Development Economics*, 79(2), 447–468.
<https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2013.01.005>
- Rodrik, D. (2004). Industrial policy for the twenty-first century. Harvard University, John F. Kennedy School of Government.
- Sachs, J. D., & Warner, A. M. (1995). Natural resource abundance and economic growth. NBER Working Paper No. 5398.
- Sachs, J. D., & Warner, A. M. (2001). The curse of natural resources. *European Economic Review*, 45(4–6), 827–838.
[https://doi.org/10.1016/S0014-2921\(01\)00125-8](https://doi.org/10.1016/S0014-2921(01)00125-8)
- Van der Ploeg, F. (2011). Natural resources: Curse or blessing? *Journal of Economic Literature*, 49(2), 366–420.
<https://doi.org/10.1257/jel.49.2.366>
- World Bank. (2020). Economic diversification for oil-exporting countries. Washington, DC.
- World Bank. (2023). *Algeria Economic Update*. Washington, DC.